



Financement public de l' « université » catholique : la Libre Pensée saisit la justice administrative

COMMUNIQUÉ

Malgré le confinement et les restrictions apportées aux libertés démocratiques sous couvert d'épidémie, les organisations laïques ont maintenu une conférence de presse commune jeudi 5 novembre.

Le collectif des 11 associations laïques et syndicales a ainsi fait le point de sa campagne contre le financement public de la construction d'une « université » privée catholique à Annecy, contre les trois subventions votées par la Région, le Département et le Grand Annecy à ce projet privé confessionnel.

A part Mr Rigaut qui a reçu une délégation le 13 mars à la veille des élections municipales, elles constatent que les élus politiques n'ont pas donné suite aux demandes de rendez-vous, pas même un accusé de réception aux courriers qui leur ont été envoyés. Que ce soit Wauquiez, Monteil, Lardet et Astorg qui ont été sollicités, c'est un silence général et assourdissant dénotant une drôle de conception de la démocratie.

Ils ne répondent pas. Et pourtant, ils ont des comptes à rendre sur l'utilisation des deniers publics, l'argent des contribuables, auprès des citoyens et de leurs associations. Ils ne répondent pas car ils sont gênés.

Ils voudraient organiser dans l'ombre et l'opacité un véritable détournement de fonds publics au détriment de l'École publique qui souffre de l'austérité budgétaire en postes, en locaux et en crédits.

Mr Denis Varaschin, président de l'Université Publique Savoie Mont-Blanc, nous a déclaré le 26 juin dernier : *« les moyens manquent à l'Université de Savoie. Il faudrait la création de 100 postes de professeurs par l'Etat pour passer de 14 000 à 20 000 étudiants. Il y a un sous-investissement public sur le territoire. La Haute-Savoie, un département de 820 000 habitants, avec 15 000 habitants de plus chaque année, et un campus à Annecy avec 4 500 étudiants à Annecy. On figure parmi les universités les moins loties sur un territoire dynamique. L'USMB n'est pas en mesure de répondre aux besoins et on le regrette. »*

En effet, suite à Parcoursup, des milliers de bacheliers chaque année restent sans affectation dans l'enseignement supérieur faute de places, d'enseignants et de crédits.

Sauf à s'inscrire dans des établissements privés payants et élitistes pour gens fortunés.

Tout cela n'est pas acceptable.

On nous parle à tout propos des « valeurs de la République » sans jamais préciser lesquelles.

Les organisations laïques rappellent leur attachement à la loi républicaine de 1905 de Séparation des Églises et de l'État qui stipule : article 2 - *« la République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte »*

Elles rappellent leur attachement au principe républicain:

« Fonds publics à l' École publique, fonds privés à l'école privée »

En conséquence, elles décident de poursuivre et amplifier la campagne laïque. Elles appellent à signer massivement l'Appel aux laïques – pétition en ligne - <http://chnq.it/cjy7mf454s>

Elles renouvellent publiquement leur demande d'entrevue aux élus politiques.

Elles saisissent leurs structures dans les autres départements afin d'élargir la campagne laïque à

toute la Région AURA. Ainsi les Fédérations de la Libre Pensée des 12 départements ont écrit une lettre commune à Mr Wauquiez pour qu'il reçoive une délégation.

En outre, en Haute-Savoie, la Libre Pensée avec le soutien des autres associations a décidé d'intenter un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble contre la délibération du Grand Anancy du 24 septembre 2020 qui octroie une subvention de 1,5 million d'euro à l' « université » catholique.

Anancy le 7 novembre 2020

Appel aux laïques - <http://chnq.it/cjy7mf454s>